



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 593

Texte de la question

POLITIQUE INTERNATIONALE

M. le président. La parole est à Mme Elisabeth Guigou, pour le groupe socialiste.

Mme Elisabeth Guigou. Ma question s'adresse au Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, nous avons soutenu la position des autorités françaises sur l'Irak. Nous avons ensemble refusé cette guerre, une guerre illégitime au regard du droit international, une guerre meurtrière pour la population irakienne, ...

M. Pierre Lellouche. ... qui est désormais libre !

Mme Elisabeth Guigou. ... une guerre lourde de conséquences pour le futur.

Mais, depuis la chute du dictateur irakien, on n'entend plus la France (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), on ne sait plus ce que veut le Gouvernement, on ne voit pas bien le sens du déplacement de M. Chirac à Saint-Pétersbourg ou du mini-sommet à quatre sur la défense européenne. On ne comprend pas non plus...

M. Bernard Accoyer. Vous ne comprenez pas grand-chose !

Mme Elisabeth Guigou. ... que votre gouvernement se soit mis dans la situation de subir la tutelle de Bruxelles sur les finances publiques. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. François Goulard. La faute à qui ?

Mme Elisabeth Guigou. Notre pays est en panne sur la scène européenne et internationale. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*) En ne respectant pas les règles européennes, il affaiblit son autorité. En ne proposant rien pour sortir l'Europe de la crise, il fait le jeu des partisans d'une Europe minimale.

M. Claude Goasguen. Quel esprit nuancé !

Mme Elisabeth Guigou. En ne formulant aucun projet de réforme de l'Organisation des Nations unies, il renforce l'unilatéralisme américain.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Tout à fait !

Mme Elisabeth Guigou. Monsieur le Premier ministre, allez-vous enfin agir pour restaurer la crédibilité de notre pays (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), pour donner à l'Europe une envergure politique et sociale, et pour assurer la suprématie de l'ONU ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean-Paul Anciaux. Dérisoire !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Madame la députée, il est clair que la voix de la France continue à porter, et pas uniquement à Bruxelles, et elle continuera à porter de par le monde, comme nous l'a rappelé le ministre des affaires étrangères, car nos valeurs, nous y croyons, et nous saurons les porter haut et les défendre, y compris à l'ONU.

M. Éric Raoul. Très bien !

Mme Martine David. N'importe quoi !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Nous ne sommes pas sous la tutelle de Bruxelles. Nous avons signé, il y a quelques années, un traité qui nous engage,...

M. Maxime Gremetz. Malheureusement !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... un traité de copropriété, pour reprendre les termes de notre Premier ministre, qui nous amène ensemble à être coresponsables de la manière dont nous gérons notre monnaie. Au-delà, nous devons nous montrer responsables en ce qui concerne notre politique budgétaire.

La Commission adopte, aujourd'hui, c'est vrai...

M. François Hollande. Une sanction !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... une mesure nous obligeant à lui répondre avant le 4 octobre, et nous le ferons de manière responsable, mais, dans les propos qu'elle tient aujourd'hui, elle ne manque pas de rappeler que si les finances publiques françaises sont vulnérables...

M. François Hollande. C'est à cause de vous !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... c'est parce que l'assainissement des finances qui a commencé en 1995 s'est arrêté en 1999. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

La Commission a clairement indiqué par ce biais qu'indépendamment de l'évolution de la conjoncture *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste),...*

M. François Hollande. Ce n'est pas cela !

M. le président. Laissez le ministre s'exprimer !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... le problème de fond des finances publiques était que, pendant plusieurs années, nous avons gaspillé la croissance ! *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)* Cette croissance nous fait aujourd'hui temporairement défaut, et pas uniquement à nous, Français, mais à toute l'Europe, vous le savez ! *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Nous prenons des mesures, y compris avec les réformes qui sont à faire, que vous n'avez pas faites et que nous allons faire, pour, à la fois sur le court terme et sur le long terme, bâtir la croissance de notre pays au sein d'une Europe à laquelle nous croyons ! *(« Bravo ! » et vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. Ce n'est pas parce que la réponse ne vous convient pas qu'il faut manifester. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Alain Néri. Il n'a pas répondu à la question !

Données clés

Auteur : [Mme Élisabeth Guigou](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 593

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 mai 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 mai 2003